

Ici, à la ZAD de Notre-Dame Des Landes, le gouvernement français déploie depuis le début de son opération dite « de maintien de l'ordre » des moyens massifs et très coûteux contre des civils qui défendent leurs vies et leurs projets et toutes celles et ceux qui sont venus les soutenir. Il n'hésite pas à mettre en œuvre des moyens militaires tels que des drones, hélicoptères, hummer, blindés, camions bâchés et famas.

Aussi, il fait usage des techniques destinées à mettre en danger les personnes présentes sur la ZAD de Notre-Dames des Landes.

Lundi 9 avril, à 2h30 du matin, les gendarmes ont attaqué dans la profondeur de la nuit, aveuglant les gentes avec des spots puissants, tout en leur envoyant des pluies de grenades lacrymogènes et de bombes GIF4 (bonbones composées de gaz et de métal). Au cours de cette attaque, un habitant a été attrapé par les gendarmes, maintenu par des techniques d'immobilisation sur un sol glacé pendant plus de deux heures, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'il perde connaissance. Pris en charge par les pompiers qui ont refusé de le jeter à Vigneux-De-Bretagne comme le souhaitait les gendarmes, il a été emmené aux urgences du CHU de Vannes. A son arrivée, les médecins ont constaté que sa température corporelle était descendue à 35°. Sa mort a été évitée de peu !

Si le gouvernement osera dire qu'il ne fait usage que d'armes non létales, force est de constater que l'usage qui est fait de ces armes risque de parvenir au même résultat que l'utilisation d'armes létales. En effet, visant le plus souvent la tête, les militaires n'hésitent pas à tirer au flashball sans sommation, à faire des tirs tendus de bombes lacrymogènes et de GIF4. Aussi, au cours des opérations d'expulsion, ils frappent les gens réfugiés sur les toits des lieux de vie que l'État veut détruire. A ce jour, les équipes médicales de la ZAD ont constaté que plus de 110 personnes ont été blessées, dont un nombre conséquent au visage et aux yeux.

Ces blessures sont volontaires et préméditées. Afin de disperser les gens, les gendarmes envoient massivement des grenades lacrymogènes pour empêcher les gentes de voir et une fois qu'il n'y a plus de visibilité, les bombardent de grenades GIF4 provoquant ainsi de nombreuses blessures.

Les attaques nocturnes sont de plus en plus fréquentes et, à ces moments, il ne fait pas de doute que les risques de blessures et d'homicides augmentent. Sans compter que le gouvernement plongent des quartiers entiers de la ZAD dans l'obscurité en coupant l'électricité et, à ce jour, ils menacent de couper l'eau.

Nous ne savons pas pendant combien de temps nous pourrons éviter qu'une personne soit tuée à cause des violences des gendarmes et s'ajoutera à la très longue liste des personnes assassinées au cours des opérations militaires et policières dans les quartiers populaires, aux frontières et dans les zones à défendre.

Cette violence d'État n'est pas nouvelle !

Nous gardons tout-e-s en mémoire l'usage des hélicoptères nuit et jour sous l'État d'urgence de 2005 instauré pour réprimer les révoltes des quartiers populaires suite aux meurtres de Zyed et Bouna, la présence d'armes de guerre dans les mains des gendarmes pendant les soulèvements de Beaumont-sur-Oise après l'assassinat d'Adama TRAORE, ou la mise en place de sniper pendant les mouvements de résistance d'Aulnay-sous-Bois suite à la mort de Yacine retrouvé au fond d'une cave.

Nous n'oublions pas que, même si le gouvernement a déclaré mettre fin à l'État d'urgence, les policiers portent en permanence des fusils-mitrailleurs et que des attaques nocturnes ont lieu contre les populations pauvres cibles du racisme d'État.

Nous remercions les copines et les copains qui ont manifesté devant les usines d'armement de la gendarmerie, et nous appelons à tout rassemblement, actions de blocage et toute autre action de solidarité pour freiner la hausse des violences militaires à la ZAD, mais aussi dans les quartiers populaires, les centres villes et les campagnes de l'Hexagone, des Pays d'Outre-mer et aux frontières.

Nous réaffirmons notre solidarité à la famille de Amine BENTOUNSI, Todor BOKANOVIC, Hocine BOURAS, Taoufik EL-AMRI, Rémy FRAISSE, Angelo GARAND, Babacar GUEYE, Chian LIU, Shaoyo LIU, Adama TRAORE, Ali ZIRI, et toutes les autres familles qui ont perdu un-e être cher-ère suite aux attaques de la police, de la gendarmerie et de l'armée.

L'assemblée générale du mouvement de résistance de la ZAD de NDDL du vendredi 13 avril 2018